

N°AE-SUM-2023-086

Arrêté temporaire
Portant réglementation du stationnement et de la circulation

D 185 et D 481, commune de Saint-Hilaire-du-Harcouët

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA MANCHE

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment l'article L. 3221-4

Vu le Code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25

Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière et notamment le livre 1, 4ème partie, signalisation de prescription et le livre 1, 8ème partie, signalisation temporaire

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 et la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements

Vu l'arrêté ministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et des autoroutes, modifié par l'arrêté du 6 décembre 2011

Vu l'arrêté du président du conseil départemental de la Manche, n° ARR-2023-59, du 3 février 2023, applicable à partir du 6 février 2023, portant délégation de signature à Monsieur le responsable de l'agence technique départementale du sud Manche.

Vu la demande du Vélo Club Saint-Hilairien d'organiser deux courses cyclistes le 05/03/2023

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers sur les D 185 et D 481 (commune déléguée de Virey), il est nécessaire d'interdire la circulation de tous les véhicules (sauf aux secours) dans le sens contraire de la course et d'interdire le stationnement dans les deux sens le 05/03/2023 entre 13h00 et 18h30 sur le territoire de la commune de Saint-Hilaire-du-Harcouët

ARRÊTE

Article 1 : Le 05/03/2023, la circulation des véhicules est interdite entre 13h00 et 18h30 sur les D 185 du PR 0+3776 au PR 0+5190 dans le sens croissant (Saint-Hilaire-du-Harcouët) situés hors agglomération (commune déléguée de Virey) et D 481 du PR 0+6965 au PR 0+8194 dans le sens croissant (Saint-Hilaire-du-Harcouët) situés hors agglomération (commune déléguée de Virey). Cette disposition ne s'applique toutefois pas aux véhicules de secours, quand la situation le permet.

Article 2 : Le 05/03/2023, le stationnement des véhicules est interdit des deux côtés entre 13h00 et 18h30 sur les D 185 du PR 0+3776 au PR 0+5190 (Saint-Hilaire-du-Harcouët) situés hors agglomération (commune déléguée de Virey) et D 481 du PR 0+6965 au PR 0+8194 dans le sens croissant (Saint-Hilaire-du-Harcouët) situés hors agglomération (commune déléguée de Virey).

Article 3 : La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière sera mise en place par les organisateurs de la manifestation.

Article 4 : Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 5 : Le directeur général des services et Monsieur le commandant du groupement de gendarmerie de la Manche sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Mortain-Bocage, le _____

**Pour le Président et par délégation,
Le responsable de l'agence technique départementale
du Sud Manche**

Signé électroniquement par : Eric Blandin

Date de signature : 07/02/2023

Qualité : Responsable d'agence - ATD sud Manche

ERIC BLANDIN

DIFFUSION:

- . Monsieur le commandant de la compagnie de gendarmerie d'Avranches
- . Monsieur le Maire de Saint-Hilaire-du-Harcouët
- . Monsieur Michel BOULAY (Vélo Club Saint-Hilairien)
- . CODIS
- . SAMU 50

Conformément à l'article R 102 du Code des Tribunaux Administratifs, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06/01/1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la collectivité signataire du présent document.